

Réforme et Réformisme¹

Le fait que le Parti Communiste n'est pas réformiste, qu'il prend toujours position au Parlement contre les projets de loi des partis bourgeois, qu'il dénonce impitoyablement la duperie des programmes minima des majoritaires de la C. G. T. est savamment exploité par nos adversaires. Ceux-ci et tout particulièrement les social-patriotes contempteurs de la Révolution et apologistes de l'entente des classes, déploient beaucoup d'activité et d'ingéniosité pour dénaturer notre pensée et fausser le jugement des masses sur le véritable sens de notre doctrine et de notre action.

Un de leurs thèmes favoris est de nous présenter comme des illuminés, en extase devant le mirage de chambardement universel et systématiquement opposés aux réformes.

Les communistes, disent-ils aux travailleurs exploités, vous font bien entrevoir la terre promise où vous jouirez d'une félicité parfaite, mais en attendant, non seulement ils vous laissent aux prises avec les tragiques problèmes de votre existence quotidienne, mais ils s'opposent à toute tentative faite par nous, pour alléger le fardeau de vos misères.

Il serait puéril de nier que ce grossier mensonge, surtout lorsqu'il est formulé par des partis qui n'ont pas encore donné au pouvoir la preuve de leur impuissance, trouve, dans les couches profondes du peuple, un crédit que notre propagande n'a pas encore réussi à ébranler sérieusement.

Trop d'ouvriers s'imaginent que nous sommes indifférents ou même hostiles à l'amélioration partielle de leur sort et que nous nous désintéressons des revendications qu'ils formulent au sujet de leurs salaires ou des conditions de travail qui leur sont imposées.

Notre position sur la réforme et le réformisme est cependant parfaitement claire.

Nous ne sommes pas des adversaires de la *réforme*, au sens étymologique et général du mot ; toute notre action tend au contraire à réaliser vraiment les réformes qui aboutiront à la constitution de la société communiste.

Nous dénonçons simplement à la bourgeoisie capitaliste le pouvoir de consentir aucune des réformes qui assureront la propriété collective, la socialisation des moyens de production et d'échange, et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous prétendons que le prolétariat, en possession du pouvoir politique intégral et grâce à la dictature qui brisera la résistance du capitalisme terrassé, mais non encore vaincu, est seul apte à réaliser ces réformes.

Nous sommes donc pour les réformes, pour toutes les réformes qui peuvent apporter quelque soulagement à la misère des travailleurs pauvres.

Les communistes à l'usine, à l'atelier, aux champs, sont avec les salariés qui luttent pour obtenir des avantages matériels et moraux immédiats et ils se réjouissent avec eux lorsque ces avantages sont arrachés au patronat.

Mais ce que les communistes ne sauraient faire et ne feront pas, c'est incorporer ces revendications limitées qui ne menacent aucun des privilèges essentiels de la bourgeoisie, dans le programme de leur parti sous le fallacieux prétexte que l'heure de la révolution n'a pas sonné.

Organisation de classe, le parti communiste lutte pour l'émancipation intégrale du prolétariat. Il détermine les conditions de la victoire totale des exploités sur leurs exploités et il oppose en toutes circonstances son programme de lutte de classes et de révolution aux programmes de réformes des autres partis.

Il dénonce inlassablement la duperie de projets qui laissent entier le problème de la possession collective des richesses sociales et détournent la classe ouvrière de l'accomplissement de sa mission historique.

Les circonstances ont obligé, depuis une vingtaine d'années, la bourgeoisie française à consentir une série de réformes : repos hebdomadaire, retraites ouvrières, réglementation et inspection du travail, loi des huit heures, etc., cela n'a pas empêché le capitalisme de couvrir l'Europe de ruines et de sang et de réduire les travailleurs pauvres du monde entier à la misère et au chômage.

Mais si le Parti Communiste est pour les réformes, c'est-à-dire pour les concessions de détail qu'il est possible d'obtenir de la bourgeoisie, il est, par contre, l'adversaire irréductible du *réformisme*, doctrine qui attribue à la réforme, des vertus qui n'appartiennent qu'à la révolution.

Les réformistes, j'entends les réformistes sincères, ceux qui osent s'avouer tels, qui ne dissimulent pas, à l'exemple des social-patriotes, leur véritable pensée sous une phraséologie révolutionnaire, pensent que la démocratie bourgeoise peut évoluer progressivement, légalement et pacifiquement, à l'aide du bulletin de vote, vers la démocratie prolétarienne.

Nous prétendons que c'est là une erreur funeste qui fait le jeu du capitalisme, seul intéressé à la cessation de la lutte de classes.

La bourgeoisie n'a qu'une capacité de réforme limitée. Les exemples abondent pour nous prouver qu'elle a recours à toutes les violences pour résister aux exigences des masses lorsque ces exigences menacent ses privilèges essentiels

1 Source : numéro 52 du *Bulletin communiste* (deuxième année), 24 novembre 1921.

et son existence.

Il n'y a pas d'action pacifique et légale qui triomphera des résistances du capital appuyé de ses institutions politiques, économiques et militaires lorsqu'on lui présentera son arrêt de mort.

A de telles prétentions, il opposera d'abord ses lois et, si celles-ci sont impuissantes, ses tanks et ses mitrailleuses.

A la violence, le prolétariat sera bien obligé de répondre par la violence ou d'abandonner la lutte et de se résigner.

Ce qui s'est passé en Italie nous prouve que le capitaliste ne se laissera pas grignoter. Le gouvernement italien, sous la pression révolutionnaire des masses, avait pris l'engagement de reconnaître le contrôle ouvrier et de l'organiser. Cependant, l'effervescence une fois calmée, ce n'est pas le contrôle ouvrier, dont il n'est plus question, que le gouvernement a organisé, mais le fascisme et l'assassinat des militants communistes.

Nous n'avons aucune raison de penser que le capitalisme français sera plus généreux et plus désintéressé que le capitalisme italien. Si, d'ailleurs, le gouvernement italien avait été contraint de faire passer le contrôle ouvrier dans la légalité, cela ne l'aurait pas empêché d'agir ultérieurement pour neutraliser les effets de cette réforme et la rendre de plus en plus inopérante. C'est pourquoi le Parti Communiste dénonce la vanité du réformisme et ses dangers.

La classe ouvrière n'a pas besoin de limiter ses revendications.

Lorsqu'elle est assez forte pour faire triompher l'une de celles qui entraînent la déchéance certaine du capitalisme, elle est assez forte pour faire triompher les autres et faire sa révolution.